

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ
Commune de Venette**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 autorisant la société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ à exploiter une usine de fabrication de parfums sur le territoire de la commune de Venette ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de prorogation du délai de mise en service formulée par la société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ par courrier du 28 avril 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 23 mai 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 4 juin 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation indiquée par courriel du 4 juin 2025 par le demandeur sur ce projet ;

Considérant ce qui suit :

1. L'article R. 181-48-I du Code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé, soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 ;
2. Le délai de caducité de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2022 susvisé interviendra donc au 29 juillet 2025 ;
3. Par courrier du 28 avril 2025, la société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ indique que le chantier a été soumis à des délais incompressibles liés à des travaux de terrassement et de fondation d'une ampleur exceptionnelle au regard de la surface du bâtiment à construire et de la déclivité présentée par le terrain ;

4. Compte tenu de l'ampleur du projet, près de 3 ans de travaux auront ainsi été nécessaires à sa mise en œuvre ;
5. Le délai nécessaire à la construction du site ne permettra donc pas la mise en service des installations dans le délai imparti par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2022 et justifie ainsi la demande de prorogation de cet arrêté ;
6. Par conséquent, la société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ demande une prorogation du délai de mise en service jusqu'au 29 novembre 2025 ;
7. Cette demande ne modifie pas les hypothèses formulées dans le dossier initial ;
8. Au vu de ces éléments, la demande répond aux conditions précisées par l'article R. 181-48-I du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le délai de caducité de l'autorisation environnementale délivrée par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 au profit de la société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ pour l'exploitation d'une usine de fabrication de parfums sur le territoire de la commune de Venette est prorogé jusqu'au 29 novembre 2025.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge

administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Venette pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Venette fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Venette, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **12 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société CHANEL PARFUMS BEAUTÉ

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Venette

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

45 JUN 5052